

Guillaume Cibelly secrétaire général du groupe éponyme

PROMO. Nouvellement diplômé, Guillaume Cibelly s'autorise désormais à s'impliquer dans la stratégie du groupe familial d'expertise comptable.

● Associé depuis plus de 10 ans, jusqu'alors expert-comptable stagiaire et enfin diplômé, Guillaume Cibelly devient secrétaire général du groupe fondé par son père en 1981 (six sites sur l'ensemble des Alpes-Maritimes, plus de 1.200 clients, 5,9M€ de chiffre d'affaires). Un diplômé qui "ne change pas grand-chose dans l'opérationnel", mais lui apporte "légitimité et libération" à titre personnel. Et surtout, "je m'autorise maintenant le droit de m'impliquer dans la stratégie", indique celui qui va mener les grands chantiers du groupe.



Guillaume Cibelly ne perd pas de vue le développement du Groupe Cibelly, "toujours à l'affût d'une acquisition".

Numérique et proximité

Premier défi déjà bien amorcé, le digital, en interne pour "une démarche RH plus structurée", et aussi à destination des clients avec des applis pour la gestion au quotidien de leur entreprise, "un service supplémentaire, pas spécialement la compta, nous le faisons déjà avec e-cabinet, plutôt pour les devis, la facturation..." De plus en plus de services aussi à venir

sur les offres packagées lancées en septembre 2017, qui visent à "rendre nos offres beaucoup plus accessibles" : le groupe propose quatre niveaux de prestations, du client 100% connecté "qui ne vient jamais au cabinet" au suivi régulier avec une vraie présence. Autre pilier, les ateliers, avec pour fil rouge *Je lance ma boîte* tous les

jeudis soir, une opération Audecia qui vise à conseiller gratuitement des créateurs d'entreprises, et toujours des rencontres régulières à destination des clients : caisses enregistrees, crowdfunding, RGPD, et à l'automne le prélèvement à la source. "Nous avons une volonté de proactivité sur des sujets clés pour le groupe". LP

Nouvelle réunion RGPD pour les experts-comptables azuréens

POINT INFO. 50 pros du chiffre ont assisté à cette session de rattrapage organisée par la Commission administrative le 12 juin.

● "Un intervenant de choix qui connaît les contraintes de notre métier" : Sylvie Roulle, présidente de la Commission administrative 06, accueillait cette semaine Jacques Barthélémy, ancien expert-comptable aujourd'hui à la tête d'Optimex Data, agence spécialisée dans la protection des données personnelles et la mise en conformité RGPD. Au menu, présentation générale et enjeux spécifiques pour la profession, notamment le devoir de conseil: "même s'ils sont déjà au courant, l'expert-comptable est tenu d'informer ses clients quand il y a une nouvelle législation". Parmi les nouveautés, le droit à la portabilité des données en cas de changement de prestataire, d'expert-comptable par exemple... Et de rappeler que la non conformité est passible d'une amende de 20M€ ou 4% du CA monde ainsi que de sanctions pénales. Pour être en conformité juste-



ment, les organismes doivent nommer un data protection officer (DPO) en interne ou en externe -et le cas échéant, un référent interne- selon la taille de l'organisme. "Les petits cabinets font appel à un DPO externe, certains gros cabinets embauchent et proposent même des missions de DPO externe à leurs clients", précise

Jacques Barthélémy (qui lui-aussi fournit ce service). "C'est une mission que l'on peut proposer, encore faut-il en avoir le temps, l'énergie et les capacités", note Sylvie Roulle. La présidente en profite pour alerter: "certaines entreprises reçoivent déjà des courriers de type sanction relatifs au RGPD, ce sont des faux. Attention aux arnaques !" LP

Artisans, assureurs, indignez-vous !

BTP. En matière de travaux sur existant, la réglementation évolue. Une menace pour les pros de la construction.

● Attention danger, le message adressé aux entrepreneurs du bâtiment, courtiers en assurances et autres syndicats lors de la dernière Matinale du BTP, organisée par l'association éponyme le 8 juin, sur "un sujet lourd avec des conséquences que le législateur n'avait pas envisagées", s'alarme Caroline Legrand (CFDP Assurances), présidente de l'association. "Selon la jurisprudence de la Cour de cassation, depuis le 15 juin 2017, les travaux sur existant sont soumis à la responsabilité civile décennale, alors que les intervenants ne sont pas forcément assurés", précise Me Hadrien Larribeau, avocat au barreau de Grasse. Et Jean-Yves Giordano (SMABTP) d'alerter : "les entreprises qui

vont réaliser ce type de travaux, qui n'étaient pas tenues à l'obligation d'assurance par le passé, vont l'être dorénavant et vont avoir d'énormes difficultés à trouver un assureur, donc les conséquences en termes d'impropriété à destination peuvent être dramatiques". Et le défaut d'assurance est passible d'une condamnation au pénal. Tous appellent à faire pression: "il faut que les organisations professionnelles du bâtiment et de l'assurance fassent du lobbying en faveur d'un revirement de cette jurisprudence", plaide Caroline Legrand. D'autant que, pour Me Larribeau, "une jurisprudence qui est contre la loi, c'est légalement inadmissible". A suivre... LIZZA PAILLIER



PETITES ANNONCES

OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOIS consultables sur www.tribuca.net RUBRIQUE «petites annonces»

EMPLOI DEMANDES

Juridique Comptable

Secrétaire statut auto-entrepreneur cherche frappe en cabinet sur Nice ou fichiers audio à retranscrire depuis mon domicile. Contact 06.02.62.29.70 Ref : F949

EMPLOI OFFRES

Juridique Comptable

SCP LEONETTI SICCARDI, notaires à VALLAURIS recherche notaire assistant avec expérience ou clerc confirmé pour CDI 39h. Disponibilité immédiate; Merci d'adresser vos CV et LM à laetitia.leonetti@notaires.fr Ref : A944

COLLABORATIONS CESSIONS

Juridique Comptable

Cabinet d'avocats à Nice cherche collaborateur/collaboratrice généraliste de préférence avec

BUREAUX LOCAUX

Avocat CANNES loue confrères 1,2 ou 3 bureaux (= totalité) selon demande, 50 boulevard Carnot (angle parking Mozart) à 100m du Palais de Justice, réf. 67.5 m² loi Carrez, immeuble bourgeois bon standing, RDC (haut) - Contacter M° Michel Bourgeois au 06.45.84.16.61 ou michelbourgeoisavocat@gmail.com Ref : A950

Avocat CANNES loue confrères 1,2 ou 3 bureaux (= totalité) selon demande, 50 boulevard Carnot (angle parking Mozart) à 100m du Palais de Justice, réf. 67.5 m² loi Carrez, immeuble bourgeois bon standing, RDC (haut) - Contacter M° Michel Bourgeois au 06 45 84 16 61 ou michelbourgeoisavocat@gmail.com Ref : A950